



Crédit photographique : Alain Thibault

Les faits saillants

Rapport d'enquête et d'audience publique

Rapport
n° 370

Projet de modification de la limite du parc national du Mont-Orford

Juin 2023



INFORMER



CONSULTER



ENQUÊTER



AVISER

Le contexte du mandat du BAPE

Le 19 décembre 2022, le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs a mandaté le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) pour qu'il réalise une audience publique en vertu de la Loi sur les parcs sur le projet de modification de la limite du parc national du Mont-Orford, un projet sous la responsabilité du ministère responsable des Parcs. La présidente par intérim du BAPE, Marie-Hélène Gauthier, a formé à cet effet une commission d'enquête dont le mandat a débuté le 13 février 2023 pour une durée maximale de quatre mois et demi.

Le projet

Situé en Estrie dans la région naturelle des monts Sutton, le parc national du Mont-Orford s'étend sur une superficie de 59,46 km². Le projet de modification de sa limite prévoit principalement un ajout de 45,60 km² de terrains acquis par le ministère responsable des Parcs au cours des dernières années. Le gouvernement du Québec souhaite ainsi donner suite à la volonté exprimée dès 2006 d'agrandir de façon importante la superficie du parc. Le territoire visé par l'ajout proposé se situe majoritairement au nord du parc national et s'étend dans un axe nord-sud sur une quinzaine de kilomètres. Les MRC du Val-Saint-François et de Memphrémagog, les municipalités de Racine, de Saint-Denis-de-Brompton, du canton d'Orford et du canton de Melbourne ainsi que la ville de Sherbrooke sont directement touchées par le projet.

Le territoire de l'agrandissement serait divisé en quatre secteurs : Lac-Montjoie, Mont-des-Trois-Lacs, Cascades et Ruisseau-Gulf. L'accès en véhicule se ferait par 9 entrées, donnant chacune sur un stationnement ayant entre 7 et 250 places. Il serait aussi possible d'accéder au territoire à vélo, en randonnée pédestre ou à cheval. Deux pôles d'accueil, qui incluent des centres de services et constituent le point de départ pour les activités offertes, sont prévus dans le secteur des Cascades ainsi que dans le secteur Lac-Montjoie. Le concept d'aménagement proposé par le ministère responsable des Parcs, en collaboration avec la Société des établissements de plein air du Québec, comprend une variété d'activités, dont la randonnée pédestre, en raquette et à vélo, le vélo de montagne, la randonnée équestre et l'escalade. En hiver, les pistes cyclables seraient utilisées pour le ski nordique et les sentiers de vélo de montagne seraient accessibles aux vélos à pneus surdimensionnés.

Dans le secteur Lac-Montjoie, l'aménagement d'un lieu privilégié de ressourcement, de reconnexion avec la nature et d'intervention en lien avec le bien-être est proposé. Cette halte de bien-être comprendrait une programmation et des aménagements adaptés aux personnes et aux groupes vulnérables, notamment pour les personnes à mobilité réduite.

Une offre de près de 280 lieux d'hébergement dans l'agrandissement du parc national du Mont-Orford atteindrait une capacité totale d'environ 1 500 personnes. La clientèle aurait le choix entre des emplacements de camping aménagés avec services, des chalets, des campings rustiques, des prêts-à-camper, des refuges et des camps rustiques. Selon le concept d'aménagement prévu, le coût du projet est évalué à environ 125 M\$ pour la mise en valeur, l'aménagement et la construction de nouvelles installations.

Les activités d'information et de consultation

Les deux parties de l'audience publique ont eu lieu à Orford. Lors de la première partie, la commission d'enquête a tenu quatre séances, les 14, 15 et 16 février 2023, afin que le ministère responsable des Parcs et les personnes-ressources de divers ministères et organismes répondent aux interrogations du public et

de la commission. La seconde partie a permis l'expression des opinions du public sur le projet, au cours de six séances qui se sont déroulées du 3 au 6 avril 2023. À cette occasion, la commission a reçu 73 mémoires, dont 37 ont été présentés en séance publique, auxquels se sont ajoutées 8 opinions verbales.

Les opinions et préoccupations du public

La deuxième partie de l'audience publique a révélé que la majorité des participantes et des participants y sont favorables, bien que leurs suggestions pour l'améliorer soient nombreuses. La participation aux séances publiques a été enrichissante et diversifiée, et le public a pu faire valoir son opinion de même que soumettre des propositions constructives qui ont fait évoluer le regard de la commission d'enquête sur le projet.

Des points de vue apportés à la commission d'enquête ont remis en question la limite choisie pour l'agrandissement. Selon certaines personnes, les terrains prévus pour le projet de réserve de biodiversité de la rivière au Saumon, situés au nord-est de l'agrandissement, devraient en faire partie. L'exclusion du lac La Rouche du projet a été contestée et plusieurs se sont interrogés sur l'enclave ainsi créée dans le territoire de l'agrandissement.

La détermination du zonage qui serait appliqué au territoire de l'agrandissement a été abordée. Des participantes et des participants ont souligné que les zones d'ambiance prévues morcellent les zones de préservation, qu'elles sont trop étendues ou qu'elles ne reflètent pas les engagements pris par le ministère responsable des Parcs. D'autres ont déploré l'absence de zones de préservation extrême. La contribution du projet au corridor écologique des montagnes Vertes a été soulignée à quelques reprises alors que certains intervenantes et intervenants se sont inquiétés de l'étroitesse du territoire qui assure le lien entre le parc actuel et l'agrandissement, ajoutant que les infrastructures et les activités récréatives qui y sont prévues pourraient compromettre la connectivité écologique. Des préoccupations ont été émises concernant les effets du projet sur l'introduction ou la propagation d'espèces exotiques envahissantes dans les lacs touchés par l'agrandissement. L'effet du transport de sédiments vers les lacs et les conséquences sur la qualité de l'eau et sur les écosystèmes aquatiques ont également été mentionnés.

Des personnes se sont dites heureuses que la population puisse profiter d'un nouvel espace naturel et y pratiquer des activités récréatives et sportives. Cependant, des préoccupations ont été exprimées concernant la double mission des parcs nationaux dont le volet d'accessibilité, traduite par une grande offre d'activités récréatives, semble priorisée par rapport au volet de conservation des écosystèmes. Il est suggéré, entre autres, de réaliser une étude sur la capacité de support du milieu relativement aux activités proposées, afin de mettre en place une gestion de la fréquentation qui assurerait la pérennité de la santé des écosystèmes. À cet égard, la pratique du vélo de montagne et à pneus surdimensionnés prévue dans le secteur du Ruisseau-Gulf a soulevé de nombreuses craintes principalement en raison de ses conséquences sur les écosystèmes et sur la faune.

Des citoyennes et des citoyens ont pris la parole pour soutenir la mission éducative dans le cadre de l'agrandissement du parc national du Mont-Orford. L'abordabilité de l'accès au parc a également suscité des remarques. De plus, des organismes œuvrant auprès des enfants vulnérables ou malades ont plaidé en faveur de la création d'un lieu de ressourcement dans la nature pour les accueillir dans le parc et la halte de bien-être prévue dans le secteur Lac-Montjoie a suscité à cet égard un vif intérêt de leur part.

Des personnes ont souligné que les infrastructures d'accueil prévues dans l'agrandissement, notamment les multiples stationnements, favorisent l'utilisation de véhicules individuels, ce qui va à l'encontre de la lutte contre les changements climatiques et ne s'inscrit pas dans les meilleures pratiques en matière de mobilité

durable. Plusieurs intervenantes et intervenants ont aussi des attentes concernant l'offre en transport collectif pour accéder au parc. L'utilisation du chemin des Bûcherons, chemin de terre privé, pour accéder à un stationnement proposé dans le projet d'agrandissement a suscité les réactions d'un grand nombre de participantes et de participants qui refusent cette option telle qu'elle est présentée. Nombreuses ont été les démonstrations et les anecdotes démontrant que ce chemin est dangereux, autant pour les personnes qui marchent ou font du vélo que pour celles qui se déplacent en voiture. L'entretien du chemin des Bûcherons a soulevé également des questions. De plus, des participantes et des participants sont préoccupés par l'utilisation du chemin du Lac-Montjoie pour accéder à une autre des entrées du parc.

La transmission de l'information concernant le projet et la consultation par le ministère responsable des Parcs avec certaines parties prenantes du milieu a été mentionnée à plusieurs reprises. Par exemple, les résidentes et les résidents du chemin des Bûcherons sont insatisfaits de n'avoir été informés que tard des différentes étapes de construction du stationnement prévu sur ce chemin et de ne pas avoir été consultés.

Les principaux constats et avis de la commission

Le projet de modification de la limite du parc national du Mont-Orford permettrait d'ajouter un territoire de plus de 45 km² au parc actuel qui couvre près de 60 km². Il porterait donc la superficie de cette aire protégée à un peu plus de 105 km², une augmentation qui s'inscrirait dans les engagements internationaux récents sur la protection de la biodiversité auxquels le Québec adhère. L'agrandissement proposé permettrait en effet une progression vers l'atteinte de la cible gouvernementale visant à conserver 30 % de son territoire tout en augmentant de façon notable la superficie d'aires protégées de plusieurs municipalités et municipalités régionales de comté accueillant ce projet. Par ailleurs, la commission d'enquête estime que ce gain serait d'autant plus important qu'il contribuerait à la protection de territoire dans une partie du Québec où les aires protégées occupent un faible pourcentage de la superficie, et qui est caractérisée par des terres majoritairement privées, par de fortes pressions anthropiques et par la richesse de sa biodiversité.

Dans cette perspective, l'agrandissement du parc national du Mont-Orford permettrait de relier entre elles plusieurs aires protégées situées dans sa périphérie et améliorerait du même coup la connectivité à l'intérieur du corridor écologique des montagnes Vertes, un corridor important pour la préservation de la biodiversité régionale et pour la migration des espèces dans un contexte de changements climatiques. Toutefois, une évaluation des répercussions potentielles des aménagements et des activités planifiés dans l'agrandissement du parc national du Mont-Orford sur le milieu naturel et sur les déplacements de la faune devrait être effectuée, y compris la présence de chiens, particulièrement dans sa portion la plus étroite. Si des ajustements étaient requis, ils devraient être apportés pour limiter les effets négatifs sur les écosystèmes, notamment à l'égard de la connectivité écologique.

De plus, la commission d'enquête est d'avis que le ministère responsable des Parcs devrait optimiser la dimension des zones d'ambiance au profit des zones de préservation avant l'intégration du plan de zonage du parc national du Mont-Orford au *Règlement sur les parcs*. Elle croit également que les activités proposées à l'intérieur de l'agrandissement du parc national du Mont-Orford ne devraient contribuer d'aucune façon à l'introduction et à la propagation d'espèces exotiques envahissantes dans les plans d'eau. La commission d'enquête est d'avis que, au regard de la fréquentation attendue dans l'agrandissement du parc national du Mont-Orford, la Société des établissements de plein air du Québec devrait considérer l'application de seuils maximaux de fréquentation journalière pour les secteurs les plus achalandés qui entraînerait une atteinte à la capacité de support des écosystèmes.

Le projet d'agrandissement du parc national du Mont-Orford, par l'acquisition de terrains privés, augmenterait de plus de 45 km² le territoire forestier public et inclurait des terrains en bordure de six lacs, ce qui permettrait d'envisager des activités de plein air. Cependant, afin d'arriver à un compromis permettant un accès public au lac La Rouche, terrain privé enclavé dans le territoire de l'agrandissement projeté, le ministre et le ministère responsables des Parcs devraient poursuivre leurs communications et leurs démarches avec Les Placements Bombardier, le propriétaire.

La Société des établissements de plein air du Québec devrait consulter les parties prenantes locales des milieux communautaires et de la santé pour continuer à développer des stratégies visant à faciliter l'accès au parc pour certains groupes à faible revenu, marginalisés ou exclus, pour lesquels des raisons économiques représentent un frein à la fréquentation du parc national du Mont-Orford. Elle devrait également favoriser l'accès aux clientèles vulnérables, notamment aux enfants vulnérables ou malades ainsi qu'à leurs familles, dans la mise en œuvre du projet de halte de bien-être proposée dans le secteur Lac-Montjoie. Cette démarche devrait se réaliser en collaboration avec les organismes communautaires et les organismes de santé et cette collaboration devrait se poursuivre lorsque la halte de bien-être sera en exploitation.

De plus, le ministère responsable des Parcs en collaboration avec la Société des établissements de plein air du Québec devrait mener une démarche de planification de la mobilité durable, couvrant tant l'accès au parc national du Mont-Orford que les déplacements à l'intérieur de ce dernier et celle-ci devrait être intégrée au plan directeur du parc agrandi. La commission d'enquête estime également que, pour alimenter et arrimer leur démarche de planification, tous deux devraient participer activement et dès maintenant aux exercices de planification et de réflexion des organisations municipales sur le transport actif ou le transport collectif.

Les chemins municipaux qui serviraient d'accès aux entrées de l'agrandissement projeté devraient être maintenus dans un état adéquat pour la sécurité des usagères et des usagers. À cet égard, le ministère responsable des Parcs devrait procéder à une évaluation des travaux à effectuer et de leurs coûts, en collaboration avec les organisations municipales concernées, avant le début des travaux d'aménagement dans une perspective de partage équitable des coûts.

Au terme de l'audience publique, la commission d'enquête constate que le ministère responsable des Parcs a effectué un travail d'identification des parties prenantes concernées par le projet d'agrandissement du parc national du Mont-Orford, à la suite de quoi il a engagé des consultations avec les groupes de résidentes et de résidents de certains secteurs, dès 2020. Elle note que certains secteurs n'ont pas été identifiés initialement dans la démarche. À cet égard, des rencontres doivent rapidement être tenues par le ministère responsable des Parcs avec des groupes du secteur de la Chaîne-des-Lacs, en collaboration, au besoin, avec la Municipalité du canton d'Orford. La commission d'enquête estime en outre que, dans une logique d'équité par rapport aux démarches ayant eu lieu avec d'autres groupes de résidentes et de résidents, des délais suffisants devraient être impartis pour faire émerger des solutions. Finalement, le ministère responsable des Parcs et la Société des établissements de plein air du Québec devraient dès maintenant mettre en place des comités de bon voisinage pour tenir les citoyennes et les citoyens riverains informés régulièrement de l'évolution et de l'implantation du concept d'aménagement de l'agrandissement éventuel du parc national du Mont-Orford.